

Québec — La Grande-Place Projet avorté des artisans de la Révolution tranquille

Réjean Lemoine

Number 62, Summer 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/46545ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (print)

1923-2764 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lemoine, R. (1995). Québec — La Grande-Place : projet avorté des artisans de la Révolution tranquille. *Inter*, (62), 5–7.

Québec : La Grande- Place

Les quatre décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale ont été une ère de transformation profonde dans l'aménagement urbain de la ville de Québec. Si plus de 60 000 personnes ont quitté Québec au cours de cette période pour s'établir dans la banlieue périphérique, les enjeux urbains et politiques autour de Québec se sont intensifiés sensiblement.

Ce débat se construit autour de trois enjeux qui touchent à l'essence même de ce qu'est Québec depuis quatre siècles, et constituent les trois pôles de développement de son espace urbain. Dans un premier temps, Québec comme ville historique et patrimoniale est reconnue sur le plan international à titre de seule ville fortifiée en Amérique du Nord et berceau de la culture française sur le continent. Avec la création de l'arrondissement historique au début des années 60 et les travaux de démolition/rénovation de Place-Royale dorénavant muséifiée, Québec a donné un second souffle à son vieux cœur historique qui attire aujourd'hui plus de quatre millions de touristes annuellement.

Projet avorté des artisans de la Révolution tranquille

Réjean LEMOINE

Autour de l'Assemblée nationale dans le quartier Saint-Jean-Baptiste se trouve le deuxième pôle d'activités, la Colline parlementaire. Québec depuis 1867 est la capitale de la province de Québec et le développement accéléré de l'État québécois depuis les années 60 a eu un impact majeur sur le développement urbain de la ville. Cette transformation se concrétise par la construction du complexe G et de l'autoroute Dufferin-Montmorency, qui symbolisent la modernité et la nouvelle puissance de l'État québécois ainsi que la libération de la grande noirceur duplessiste.

Comme ville centre d'une agglomération urbaine de plus de 600 000 habitants, Québec doit bien avoir comme toutes les villes d'Amérique du Nord un cœur économique, commercial et industriel. Effectivement, au cours des deux derniers siècles avec la construction navale sur les bords de la rivière Saint-Charles, puis avec le développement des grands magasins au tournant du siècle, accompagné par l'expansion de l'industrie de la chaussure, le quartier Saint-Roch constitue le cœur commercial et industriel de la ville jusqu'en 1960.

Mais depuis 30 ans, cette partie de la ville s'est bien affaibli au profit de la banlieue. Dans la tête des décideurs provinciaux et municipaux germe durant la Révolution tranquille l'idée de redonner à la ville et au quartier Saint-Roch un cœur artificiel et postiche. Ainsi est né le projet de la Grande-Place, projet prométhéen des technocrates des années 60 qui s'est transformé en opéra bouffe politique.

Pour bien saisir la genèse de ce projet, il faut remonter à 1956, quand les urbanistes Jacques GREBER et Édouard Fiset produisent le premier plan d'aménagement de la région de Québec. Ce plan qui est d'abord et avant tout un plan de circulation automobile va influencer tous les ingénieurs et les urbanistes jusqu'à aujourd'hui. Toutes les voies rapides de circulation que l'on trouve actuellement dans la région sont prévues dans ce plan ; les années 60 sont donc consacrées essentiellement au surdéveloppement des axes routiers qui permettent le développement des banlieues autour des villages ruraux qu'étaient avant 1945 Charlesbourg, Sainte-Foy et Beauport. Ce plan, dont la prémisse est que la croissance économique et démographique de l'après-guerre sera infinie, appuie ses propositions en prévoyant une population d'un million d'habitants pour Québec à la fin du XX^e siècle, c'est-à-dire près du double de la population actuelle.

En 1961, le rapport Martin sur l'habitation à Québec décrète que plus de la moitié des logements de la ville sont des taudis et doivent être démolis. Les conditions sont maintenant en place pour une attaque en règle contre des quartiers comme Saint-Roch qui, à cause de la mixité de leurs activités et de leur population, sont l'antithèse de la banlieue verte et tranquille. Avec le développement de la Colline parlementaire, les urbanistes décident de sacrifier un quartier complet pour faire place à l'autoroute Dufferin-Montmorency. Ces travaux gigantesques inaugurent une ère de démolitions et d'expropriations qui n'est pas encore terminée.

Pour contrer l'exode des activités commerciales vers la ville voisine de Sainte-Foy, il devient impératif de doter Québec d'un nouveau centre-ville où il n'y aura que des emplois et des commerces, et surtout pas de résidents. Ainsi à la fin des années 60 débute une opération de réaménagement qui prévoit, en échange de l'expropriation-démolition de plus d'une centaine d'immeubles dans le quadrilatère de la Grande Place au pied de la Côte d'Abraham, la construction de deux tours HUM de style réaliste socialiste ailleurs dans le quartier.

Deux vagues de démolition ont lieu pour faire place nette : la première entre 1969 et 1976 et la deuxième entre 1981 et 1989. Le bilan se présente ainsi : plus d'une centaine d'expropriations qui ont coûté environ 25 millions \$ aux fonds publics, déplacé plus de mille personnes et entraîné le départ de plus d'une centaine de commerces. Comme résultat, le trou de la Grande-Place, déchirure béante au cœur de la ville, sert de cimetière aux fantasmes de notre première génération de planificateurs sans âme.

Pour combler ce trou, il faut un projet démesuré et monolithique qui répondra à l'appétit de puissance des décideurs, une nouvelle Brasilia. Le plus récent projet pour ce site, le projet Cadillac-Fairview Gagnon-Citicom, date de 1988. Ce projet de 250 millions \$ pour un complexe commercial multifonctionnel doit comprendre deux tours de 25 étages, un centre



commercial et un stationnement souterrain de 8000 places. Pour être mené à terme, le projet nécessitait la construction d'une autoroute souterraine de 40 millions \$ sous la Grande-Place pour relier l'autoroute Dufferin et l'autoroute 40, ainsi que la mise en place d'un métro de surface de 150 millions \$ pour relier la Colline parlementaire, la Grande-Place et le quartier Limoilou. De plus, pour assurer la rentabilité du centre commercial il faut raser la Côte d'Abraham et rattacher le centre à la haute-ville.

En 1989, ce projet connaît un enterrement de première classe. En effet, l'enjeu central de l'élection municipale de 1989 sera la Grande-Place. Les opposants au projet de complexe multifonctionnel font la promotion d'un projet plus convivial, axé sur la mixité entre le résidentiel, le commercial et l'administratif avec au cœur de la proposition le développement d'un espace vert. Les partisans du changement gagnent. Cependant, à l'intérieur même de la fonction publique municipale, les défenseurs des projets de tours à bureaux et d'autoroutes n'ont pas dit leur dernier mot. Profitant de divisions au sein des élus, ils réussissent à revenir avec le vieux projet d'autoroute entre les artères Dufferin-Montmorency et Charest, apprêté au goût du jour avec pistes cyclables et plantation d'arbres.

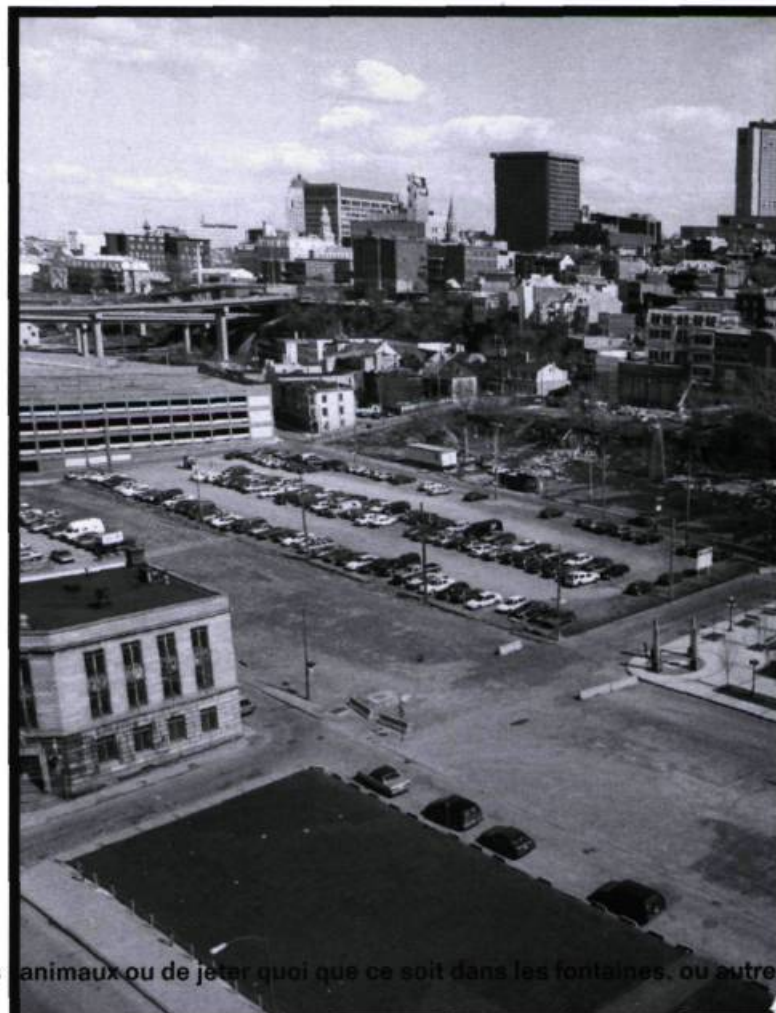
À partir de 1989, le processus d'expropriation cesse à la Grande-Place mais les démolitions se poursuivent. En effet, la Ville de Québec laisse volontairement se détériorer les bâtiments qu'elle possède sur le boulevard Charest et la Côte d'Abraham afin de poursuivre les démolitions qui agrandissent l'espace vacant. Elle s'avère incapable de tenir son engagement de commencer à redévelopper le site de la Grande-Place à des fins résidentielles, ouvrant ainsi la porte à tous les appétits et aux projets tout-béton des années 60.

Deux projets sont finalement lancés en 1992 qui vont permettre la relance du quartier Saint-Roch. D'abord, dans la Côte d'Abraham, la Ville va s'associer à des groupes d'artistes pour réaliser le projet Méduse qui se veut un centre multifonctionnel d'artistes. Le délabrement avancé des bâtiments de la Côte d'Abraham, causé par l'incompétence de la Ville de Québec, entraîne une augmentation des coûts du projet de 6 à 12 millions \$. D'une part, le recyclage d'un ancien édifice industriel, celui de la Dominion Corset au coût de 13 millions \$, permet l'arrivée dans le quartier de services municipaux et de l'école des arts visuels de l'Université Laval auparavant localisée à Sainte-Foy. Ce projet ramène dans la basse-ville des jeunes et des étudiants qui vont s'approprier le quartier et vient consacrer la vocation artistique du secteur. Recycler l'ancienne manufacture de Georges-Élie Amyot signifie également une réconciliation des résidents de Québec avec leur passé industriel et ouvrier.

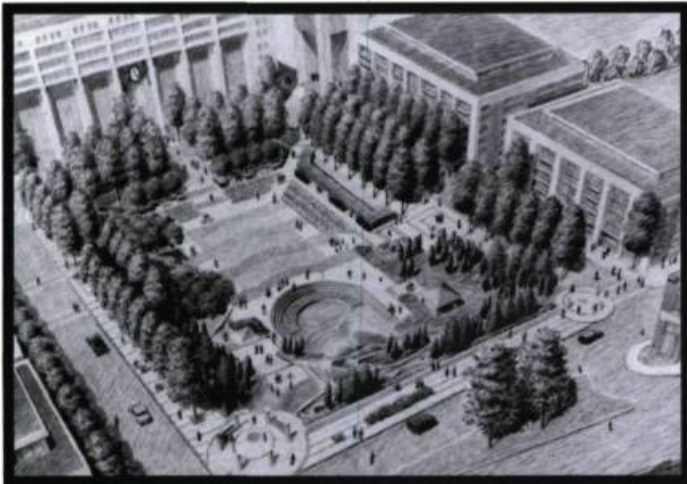
N'ayant pu réussir à entreprendre le développement du site de la Grande-Place, maintenant appelé Espace Saint-Roch, la ville va lancer un projet de parc-jardin grandiose, espérant attirer avec ce projet 2000 fonctionnaires du ministère de l'Environnement. Ce parc-jardin a comme seul mérite, dans un premier temps, de signer l'arrêt de mort de tous les projets d'autoroute fantasmés par les planificateurs et les technocrates depuis les années 60 dans ce secteur.

Au cours des trente dernières années, l'essentiel des interventions d'aménagement et de revitalisation du quartier est fondé sur une illusion. Les planificateurs pensent relancer la vie d'un quartier en construisant des édifices à bureaux remplis de fonctionnaires provinciaux qui arrivent par milliers tous à la même heure le matin et repartent tous ensemble en fin de journée. Un quartier a d'abord besoin de résidents qui se reconnaissent et s'approprient des espaces urbains et des équipements collectifs comme des écoles, des bibliothèques, des centres communautaires et sportifs. S'imaginer travailler à la relance d'un quartier en implantant un palais de justice ou le siège social de sociétés gouvernementales comme on l'a fait dans Saint-Roch relève de l'utopie mystificatrice.

Le parc-jardin de l'Espace Saint-Roch doit d'abord servir à gagner une élection municipale, celle de 1993. Mais installé au milieu d'un espace désert et inhospitalier, il est aujourd'hui abandonné comme un jouet dispendieux qu'un enfant délaisse après deux jours. Ce parc déambulatoire où le gazon est inaccessible ne convient pas aux résidents du quartier qui préfèrent encore le béton de la place Jacques-Cartier, qui constitue le cœur véritable du quartier depuis 1850. Le parc de l'Espace Saint-Roch a coûté plus de 6 millions \$ pour sa réalisation et nécessite 350 000 \$ en coûts d'entretien annuel. Inauguré sous la thématique d'un parc aux quatre saisons, il n'est en opération que du mois d'avril au mois d'octobre, donc complètement fermé et inutilisé durant toute la saison hivernale.



Sauf celle-ci (source : Archives de la Ville de Québec) photos François BERGERON



Pour garder le contrôle sur son parc-écran, la municipalité assure une surveillance étroite par le biais d'une agence de sécurité au coût de 40 000 \$ par année. Ces agents de sécurité multiplient les contrôles tatillons et inutiles. Ainsi ce parc « policé » a comme seuls utilisateurs les travailleurs qui peuvent aller manger une bouchée à l'heure du midi, en espérant qu'ils se feront un jour plus nombreux avec l'arrivée du ministère de l'Environnement ou de l'Université du Québec. Le parc de l'Espace Saint-Roch a été conçu et pensé par et pour des fonctionnaires de Cap-Rouge et de Beauport, tant sur le plan esthétique que sur le plan de son utilisation monolithique. Donc il perd son sens dans un environnement urbain et ouvert comme celui d'un centre-ville.

Devant l'inertie de la municipalité et le caractère inapproprié de certaines interventions, les citoyens ont décidé de prendre en main le site de l'Espace Saint-Roch afin de l'animer et surtout d'approprier cette zone vide. Les artisans de l'Îlot Fleurie, sans aucune étude coûteuse d'urbanistes, ont décidé en 1991 d'aménager leur propre jardin avec un potager communautaire qui attire depuis chaque été les citoyens du quartier. La vie communautaire qui règne à l'Îlot Fleurie contraste avec l'odeur de propreté désinfectée et le vide du grand parc somptueux adjacent.

J'aimerais insister sur la difficulté de relancer et de développer des espaces comme celui de la Grande-Place. Le premier problème repose sur l'absence de mémoire historique. Sans faire de l'histoire une religion et un dogme, il reste qu'il faut déplorer que tous ceux qui sont intervenus dans ce quartier ont voulu faire table rase de trois siècles d'histoire, pensant réinventer la roue en une génération en utilisant le bulldozer comme seul outil conceptuel. À cause du caractère populaire de ce quartier, les projets de développement ne se font jamais en concertation avec ses citoyens. L'arrogance des planificateurs et le mépris qu'ils ont pour les résidents ont entraîné de graves erreurs. Finalement, la rencontre de l'utopie planificatrice et de la volonté de puissance des technocrates de la Révolution tranquille a favorisé la désertification et le désamour du quartier. Mais la réalité finit toujours par reprendre ses droits et l'on est en train d'assister à la fin de cette époque.

En effet, la fragmentation et l'atomisation de la société occidentale rend de plus en plus problématique la réalisation de grands projets étatiques en milieu urbain, lesquels supposent une cohésion sociale et intellectuelle qui existait durant les décennies d'après-guerre mais qui s'effrite progressivement. La perte de légitimité des élites technocratiques qui ont chambardé nos milieux urbains au cours des dernières décennies, ne permet plus maintenant que la réalisation des projets ayant une rentabilité économique immédiate comme des centres de congrès ou de foires. Les projets utopistes à la gloire de l'État et de ses serviteurs deviendront de plus en plus des objets de musée, même dans la capitale d'un nouveau Québec indépendant.

En dépit du pragmatisme économique dominant, la quête de sens qui tourmente de l'intérieur tant les individus que la société tend à redonner une place prépondérante à la culture et aux artistes qu'on voudrait voir devenir de nouveaux clercs. Après avoir favorisé le développement d'autoroutes et de centres commerciaux dans les années 70 et 80, nous investissons collectivement à Québec dans des projets comme Méduse, le projet Ex-machina de Robert LÉPAGE et le centre Aline Lebel à Québec. Pour relancer le trou de la Grande-Place, nous sommes passés de l'échec d'un projet de centre commercial multifonctionnel de 250 millions \$ à la réalisation d'un centre d'artistes multifonctionnel, Méduse, qui va coûter 12 millions \$, accompagné d'un parc somptuaire de 6 millions \$. Malgré la différence dans la nature et le coût des deux projets, ne serait-on pas à certains égards dans la même logique de développement ?

Si le premier écrasait le quartier par son irréalisme et sa mégalo-manie, le second laisse encore des espaces vides disponibles à d'autres activités et permet d'habiter simplement l'espace de manière plurielle. Néanmoins, le projet Méduse devra afin de participer à la relance urbaine de ce secteur s'ouvrir sur le milieu et devenir un acteur urbain dans la redéfinition de cet espace. Il devra éviter le repli frileux sur lui-même et la tentation de l'esthétisation obscure à outrance. Il pourra ainsi favoriser la reconstruction progressive de l'espace dans l'improvisation et la fébrilité qui peuvent caractériser un milieu urbain. •